

## UNEVOC Forum

### Apprentissage, Formation et Monde du Travail

Des Défis pour un Monde arabe en rapide Évolution

**C**et article est une version adaptée d'un exposé présenté par M. le Dr. Yousif le 21 août 2003 en Allemagne au titre du programme d'approche UNESCO-UNEVOC et dans lequel il se penche sur certains défis éducatifs auxquels les États arabes se trouvent confrontés.

*Dr. Abdelwahid Abdalla Yousif*

#### Contexte

» Nous vivons dans un monde d'incertitude dont la rapide évolution se trouve compliquée encore par la globalisation et par le creusement du fossé numérique entre pays «développés» et «en développement». Tous les pays du monde n'en ont pas moins des préoccupations communes face à des questions telles que le chômage (notamment chez les jeunes), la pauvreté, les épidémies, le dialogue entre les cultures et la recherche de la paix dans le monde.

Les 21 pays arabes ne font pas exception. Le développement humain et la paix sont depuis quatre décennies les thèmes prioritaires de l'agenda de chaque pays de la région. Ce n'est pas tâche facile dans une région qui depuis ces quatre décennies ne connaît pas la stabilité, en raison surtout du conflit avec Israël, mais aussi des incertitudes politiques internes dans la plupart, sinon la totalité, des pays de la région. Ainsi, les divers efforts engagés pour parvenir à un authentique développement



*Les 21 pays arabes*

dans la région n'ont guère porté de fruits. La situation diffère d'un pays à l'autre, comme le montrent les divergences au niveau du PIB, du taux d'alphabétisation des adultes, des résultats atteints dans la lutte contre la pauvreté et le chômage, du statut des femmes.

Il n'en reste pas moins que dans son ensemble, la région a réalisé des progrès considérables dans son développement économique et social. Elle possède indubitablement un important potentiel de rapide progression vers la

prospérité, à condition que la paix prévale et que les pays arabes trouvent une formule qui puisse les aider à mettre en commun leurs ressources. C'est la région la plus homogène du monde, où 21 pays ont en commun la même langue, la même histoire et, dans une large mesure, la même religion. Elle dispose de ressources humaines et matérielles abondantes, suffisantes pour «faire un miracle», mais qui ne pourront être bien mises à profit que dans le contexte politique et social requis.

## L'auteur

Dr. Abdelwahid Abdalla  
Yousif

Conseiller du Ministre de  
l'éducation de l'État de  
Bahreïn,

adresse électronique:  
awahidyousif@bahrain.gov.bh



Dr. Yousif

» Le Dr. Yousif a travaillé à l'UNESCO pendant 22 années, de 1978 à 2000. Il a occupé de 1992 à 2000 les fonctions de Directeur des programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle après avoir travaillé de 1978 à 1992 au Centre régional de formation de l'UNESCO (ADFEC), au siège de l'UNESCO et au Bureau régional d'éducation de l'UNESCO pour les États arabes (UNEDBAS).

## Apprentissage, formation et monde du travail

» En matière d'éducation, il existe de graves problèmes tant quantitatifs que qualitatifs. Alors qu'une dizaine de pays ont un taux de scolarisation primaire de 100%, dans six pays il est inférieur à 50% des enfants d'âge scolaire. L'aspect le plus alarmant est le taux élevé d'illettrisme chez les jeunes et les adultes, qui est de plus de 50% dans une bonne demi-douzaine de pays et dépasse 70% chez les femmes et les ruraux. On estime à quelque 60 millions le nombre d'illettrés adultes (15

ans et plus), dont les deux tiers sont des femmes. Si tous les pays ont réalisé des progrès dans l'éducation, notamment pour les filles, la situation globale indique que le type d'enseignement dispensé par les institutions publiques est généralement de faible qualité par comparaison avec l'enseignement privé. L'enseignement privé est trop cher pour la majorité de la population, ce qui a creusé le fossé social entre les groupes de la société et qui donc entrave la mobilité sociale.

L'enseignement secondaire souffre de n'être pas adapté aux besoins des individus et de la société. Les jeunes qui à l'issue du secondaire ne sont pas admis à l'université n'ont guère de chance de trouver un emploi sur le marché du travail, aggravant ainsi le problème du chômage. Si de nombreuses tentatives de réforme de l'enseignement secondaire ont été engagées dans la région, aucun pays n'est encore parvenu à trouver la formule magique.

## L'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP)

» L'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) constituent un domaine prioritaire dans de nombreux pays de la région. Toutefois, là encore on constate un problème d'orientation et une erreur d'appréciation du rôle qu'ils peuvent jouer pour transformer le paysage industriel d'un pays et pour satisfaire au moins partiellement aux exigences du marché du travail et aux besoins

des citoyens sans emploi. D'aucuns aussi associent EFTP et bas de l'échelle de la main-d'œuvre, une perspective favorisée par le fait que dans l'ensemble de la région, les conditions d'accès à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels sont moins strictes que celles qui régissent l'accès à l'enseignement secondaire général. C'est une nouvelle optique que la région doit adopter en la

matière. Les systèmes de qualification professionnelle devraient faire l'objet de politiques claires, tout comme la question des partenariats entre systèmes d'EFTP et entreprises en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficience de l'EFTP en partageant les ressources dans les écoles et les entreprises et en intégrant ainsi enseignement et formation.

## L'enseignement supérieur

» On reste frappé par la rapidité du taux d'expansion des institutions d'enseignement supérieur dans la région. En 1950, il n'y avait dans la région que 10 universités; en 2003, on en compte plus de 200, et leur nombre augmente d'une dizaine par an. Si les universités relèvent dans leur majorité des pouvoirs publics, bon nombre d'entre elles sont des universités privées, nouvelles pour la plupart.

L'appel à la réforme de l'enseignement supérieur émane tant des pouvoirs publics et du secteur privé que des milieux intellectuels. Ils sont unanimes à considérer que les universités de la région ne parviennent pas à répondre aux besoins de leurs sociétés respectives, même si certaines se distinguent dans certains pays. Il importe aussi de mentionner que

les universités de la région luttent pour satisfaire avec des ressources restreintes une demande croissante. Comme l'indique la Déclaration de Beyrouth sur l'enseignement supérieur dans les États arabes pour le XXI<sup>ème</sup> siècle, l'enseignement supérieur a connu «de fortes sollicitations» et n'a pu pour cette raison atteindre ses objectifs.

Une récente publication de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur énumère un certain nombre d'aspects considérés comme difficiles pour l'enseignement supérieur dans la région:

- croissance démographique élevée,
- insuffisance des ressources financières,
- gestion rigide et centralisée,

- manque de diversification des institutions et des programmes,
- inadaptation aux besoins des étudiants,
- faiblesse des liens entre les établissements d'enseignement supérieur, les institutions d'enseignement général et secondaire, les communautés locales et les besoins de développement de la société et des individus.

La Déclaration de Beyrouth sur l'enseignement supérieur dans les États arabes pour le XXI<sup>ème</sup> siècle formule les impératifs suivants:

- des compétences, méthodes et processus d'enseignement et d'apprentissage nouveaux,

- le recours aux nouvelles technologies,
- la promotion des facultés de réflexion scientifique et analytique.

Le chômage demeure un défi considérable pour la région. Selon le rapport de l'OIT pour

2000, le taux de chômage est estimé dans la région à 15%, avec toutefois des différences entre les pays.

Ce sont les Émirats Arabes Unis qui accusent le taux de chômage le plus faible (2,6%), suivis par l'État de Bahreïn (3,1%).

Un autre problème grave est celui de l'exode des cerveaux. On estime à un million environ le nombre d'experts arabes qui exercent à l'étranger une activité d'un niveau élevé de compétence.

## Obstacles et barrières

Malgré les liens culturels et humains entre les individus de la région, il reste encore certaines barrières à surmonter. De nombreux gouvernements créent des obstacles et des barrières, faisant ainsi de l'intégration ou même de l'échange régulier de biens et de personnes une tâche laborieuse, sinon impossible. Les exemples les plus manifestes sont le faible niveau des échanges commerciaux et des investissements entre les pays de la région, qui varie entre 4 et 8%, et les sévères restrictions imposées à la circulation de la main-d'œuvre. À l'exception de la Syrie, les citoyens des pays arabes doivent obtenir des

visas d'entrée pour tous les autres pays, quelles que soient leurs raisons de visiter le pays considéré.

Il est frappant de constater que la plupart des pays arabes qui recourent à de la main-d'œuvre étrangère préfèrent recruter des Asiatiques, pour un triple motif: les travailleurs asiatiques coûtent moins cher que les travailleurs arabes, ils peuvent être congédiés sans grand délai et sans grandes contraintes, et selon les employeurs, leur présence dans un pays arabe ne représente aucun danger politique (à la différence des citoyens arabes dont les idées

politiques peuvent n'être pas les bienvenues).

Le Rapport arabe sur le développement humain 2002 du PNUD voit dans les trois problèmes suivants «les trois déficits»:

- le déficit en matière de libertés,
- le déficit en matière d'autonomisation des femmes,
- le déficit en matière de capacités humaines et de savoir par rapport au revenu.

## Femmes

Le rapport conclut que les pays arabes enregistrent l'indicateur de liberté le plus faible. Les critères utilisés dans le rapport mesurent divers aspects du processus politique, des libertés civiles, des droits politiques et de l'indépendance des médias. Les données révèlent également que la région arabe «enregistre le plus faible taux en matière de liberté d'expression et de responsabilité politique de toutes les régions du monde».

Si des progrès ont été réalisés en termes de scolarisation des filles, les pays arabes enregistrent de faibles résultats pour ce qui est de l'émancipation des femmes, en raison surtout de la participation limitée de celles-ci dans le processus politique. Les femmes arabes se trouvent tout juste au-dessus du statut des femmes de l'Afrique sub-saharienne, qui demeurent au bas de l'échelle. Alors que

les femmes représentent 50% de la population, leur proportion dans les parlements arabes n'est que de 3,5%. Une autre dimension du déficit en matière d'autonomisation des femmes est leur faible niveau éducatif tel qu'il s'exprime dans le fort taux d'illettrisme, qui met les pays arabes au dernier rang. On estime que 65 millions d'Arabes, sur une population totale d'environ 280 millions, sont illettrés; deux tiers d'entre eux sont des femmes.

Le rapport souligne que les capacités humaines dans la région sont relativement fragiles et mal utilisées en raison de la faible qualité des systèmes éducatifs et du fort taux d'illettrisme. Un faible niveau éducatif se traduit par un mauvais accès à l'acquisition du savoir. Les pays arabes ont le taux le plus faible d'accès aux technologies de l'information et de



© UNV / Andrew Smith

la communication (TIC), dépassés même par l'Afrique sub-saharienne. Le rapport attribue ce faible taux d'accès aux TIC à l'absence de politiques nationales d'information définissant objectifs et priorités, coordonnant les divers secteurs et formulant des alternatives stratégiques en ce qui concerne la création d'infrastructures et le développement des ressources humaines et d'information.

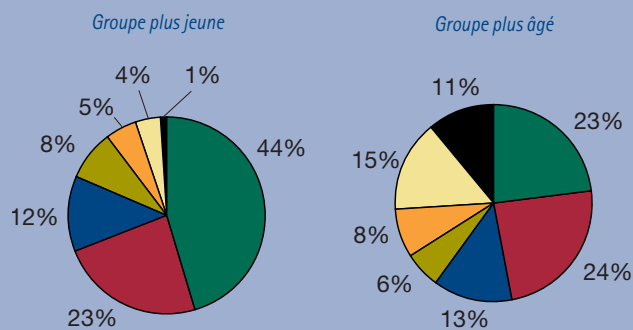
## Jeunes

Les différents groupes de jeunes interrogés ont considéré comme étant les questions les plus importantes parmi celles étudiées dans le rapport (voir diagramme).

Les jeunes femmes ont indiqué une préoccupation un peu plus grande que les jeunes hommes pour les questions liées à l'éducation, au travail, à la participation à la vie politique et à la santé.

Les préoccupations des jeunes

- l'emploi
- l'éducation
- l'environnement
- la distribution des revenus et des richesses
- la participation à la vie politique
- la santé
- la pauvreté



La préoccupation la plus courante des jeunes est l'emploi, suivi par l'éducation. Selon des enquêtes menées dans un certain nombre de pays, 51% des jeunes plus âgés ont exprimé le souhait d'émigrer, affirmant clairement ainsi leur insatisfaction de la vie courante et leur

pessimisme face à l'avenir dans leur pays natal. Les auteurs du rapport ont mentionné avec prudence que «*les réponses obtenues ne constituent pas un échantillon représentatif qui puisse valider des généralités formulées sur la jeunesse arabe dans son ensemble*».

## L a région arabe à la croisée des chemins

» Si les pays arabes ont réalisé des progrès en matière de développement humain, il n'en subsiste pas moins des déficits importants au regard de plusieurs éléments essentiels du bien-être humain: libertés civiles et politiques, participation des femmes dans la société et accès au savoir. Comme nous l'avons souligné au début de cet article, il existe d'énormes disparités d'un pays à l'autre. Alors que certains pays ont progressé en termes de richesses matérielles, le développement humain reste encore faible dans nombre de cas. Certains pays sont loin d'être en mesure d'universaliser la scolarisation des enfants ou d'éradiquer l'illettrisme fondamental des adultes; et tous les pays de la région doivent améliorer la qualité de leur système éducatif pour qu'il réponde aux besoins des individus et des sociétés dans un monde en rapide évolution.

Les systèmes éducatifs sont extrêmement traditionnels. Il n'existe pratiquement aucun plan sérieux d'introduction du concept d'apprentissage tout au long de la vie comme concept directeur dans le système éducatif. Quelques pays envisagent à présent d'introduire les TIC dans l'enseignement, mais toute approche globale du problème à l'école et hors de l'école leur fait défaut. C'est un nouveau concept d'apprentissage qui doit être mis au point au sein de l'école pour faire de l'apprenant l'acteur premier du processus. Il

faudra un nouveau programme d'enseignement, et un enseignant d'un nouveau type dont le rôle essentiel ne soit pas de dispenser des connaissances, mais d'aider les élèves à «apprendre à apprendre». Au-delà de l'école, la société devrait être préparée à la création et à la gestion du savoir.

Un aspect connexe de la question de la réforme du système éducatif est celui de l'emploi, qui présente deux facettes: l'offre et la demande. Du côté de l'offre, les institutions d'enseignement et de formation doivent subir une réforme radicale pour pouvoir répondre efficacement aux besoins des individus et à ceux de la société. Il n'y a pas place pour les demi-mesures. Les systèmes d'enseignement et de formation doivent être remaniés en fonction des nouvelles exigences de développement humain dans la région.

Du côté de la demande, il faut que les gouvernements adoptent de nouvelles visions d'avenir. Ces visions doivent être traduites en plans et en programmes concrets s'attaquant aux aspects qui constituent les grandes préoccupations des populations de la région. Les trois déficits relevés par le rapport du PNUD sont importants, mais il ne constituent que la partie visible de l'iceberg. Il y a d'autres grands problèmes: la gouvernance et la primauté du droit, y compris la liberté d'opinion, de paro-



UNEVOC Forum est un Supplément de Bulletin UNESCO-UNEVOC est publié plusieurs fois en anglais, français et espagnol:

- >> en version imprimée;
- >> en version numérique dans Adobe Acrobat (format PDF);
- >> sur le site à [www.unevoc.unesco.org/bulletin](http://www.unevoc.unesco.org/bulletin).

Il peut être téléchargé, réimprimé et distribué gratuitement, sous forme intégrale ou partielle, sous réserve de mention de la source.

**Éditeur:** le Centre international pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (Centre international UNESCO-UNEVOC).

**Rédacteur:** Sjoukje Schots

**Traduction:** Max Guggenheim

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

L'auteur est responsable du choix et de la présentation des faits figurant dans UNEVOC Forum ainsi que des opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO et n'engagent pas l'Organisation.

le et de réunion, le développement des sciences et de la technologie et leur rôle dans la transformation de la société arabe, les questions de coopération transfrontalière, l'unité arabe et les liens du monde arabe avec le reste du monde, et enfin les questions de la pauvreté et de l'exclusion. Ce sont là des problèmes auxquels tous les gouvernements de la région doivent s'attaquer, en partenariat avec le secteur privé et la société civile. Il est malheureusement rare que cette dernière soit considérée comme un partenaire par les gouvernements de la région

## R emarques finales

» Il n'y a guère à mon avis de doute sur le choix à opérer: chaque pays arabe se doit maintenant de prendre toutes les mesures requises pour instaurer un système efficace et dynamique d'acquisition du savoir grâce au développement de l'enseignement et de l'apprentissage ainsi que de la recherche. Ces mesures ne pourront être efficaces que si elles sont menées dans un contexte exempt de déficits, qu'il s'agisse du domaine de la liberté, de celui du statut des femmes et des minorités ethniques ou de l'unité nationale et pan-arabique. Le déficit du savoir est le plus grave de tous les déficits.

## B ibliographie

- Building Human Capital for Economic Development / Ali Abdel Gadir Ali, Arab Planning Institute in Kuwait, 2002 (en anglais) <http://www.worldbank.org/mdf/mdf4/papers/gadir.pdf>
- Aspects of Labour Migration and Unemployment in the Arab Region / Nader Fergany, Almishkat Center for Research, Égypte, 2001 (en anglais) <http://www.worldbank.org/mdf/mdf4/papers/fergany.pdf>
- Indicateurs clés du marché du travail / Organisation internationale du travail (OIT), Genève, 2000
- Rapports arabes sur le développement humain 2002 et 2003 / PNUD, New York (en anglais), <http://www.undp.org/rbas/ahdr/>
- L'enseignement supérieur dans la région arabe 1998-2003: Réunion des partenaires de l'enseignement supérieur (Paris, 23-25 juin 2003) / UNESCO, Paris, 2003 (en anglais) <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001303/130341e.pdf>
- Déclaration de Beyrouth sur l'enseignement supérieur dans les États arabes pour le XXIème siècle, 1998 (en anglais) <http://www.unesco.org/education/educprog/wche/arabddac.htm>